

ALORS QUE LES RÉUNIONS DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE SE DÉROULENT À MARRAKECH, TOUS LES DIRECTEURS NATIONAUX D'ACTIONAID EN AFRIQUE APPELLENT À LA FIN DU SURENDETTEMENT ET DE L'AUSTÉRITÉ

Les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale se déroulent en Afrique pour la première fois depuis 50 ans. La dernière réunion de ce type s'est tenue au Kenya en 1973, coïncidant avec le coup d'État militaire contre le gouvernement démocratiquement élu d'Allende au Chili, qui a inauguré la dictature de Pinochet, jetant les bases de l'essor du néolibéralisme. Dans les décennies qui ont suivi, le FMI et la Banque mondiale ont défendu ce **modèle néolibéral, enraciné dans des systèmes coloniaux, patriarcaux et extractifs** à travers l'Afrique, en appliquant des variantes de programmes d'ajustement structurel et de consolidation fiscale qui ont profondément miné le développement, ayant un impact significatif sur la capacité des États africains à définir leur propre voie indépendante.

Le FMI et la Banque mondiale ont imposé un modèle néocolonial de développement économique fondé sur l'exploitation et l'extraction des pays du Sud, ce qui a donné lieu à des crises économiques et d'endettement régulières. Ces crises ont ensuite été utilisées pour justifier l'imposition de conditions de prêt sévères et de conseils politiques coercitifs aux gouvernements africains, perpétuant ainsi la dépendance et réduisant la capacité des États par des coupes dans les dépenses publiques. Bien que la rhétorique ait changé ces dernières années, dans la pratique, le FMI et la Banque mondiale restent attachés à ce culte de l'austérité, sapant les progrès en matière de santé, d'éducation et d'autres services publics et bloquant la capacité de l'Afrique à répondre et à s'adapter à la crise climatique. Comme l'a récemment déclaré Opa Kapijimpanga, fondateur du Forum et du Réseau africain sur la dette et le développement, accorder prêt après prêt est devenu un moyen de «maintenir la colonialité du FMI». Après quatre décennies perdues pour le développement de l'Afrique, il est certainement temps de faire en sorte que le FMI tire les leçons de ses échecs.

Les recherches d'ActionAid ont notamment montré que les réductions et les gels des salaires du secteur public imposés par le FMI ont systématiquement bloqué le recrutement d'enseignants, d'infirmières, de sages-femmes et d'autres travailleurs du secteur public dont le pays a un besoin urgent. Nous avons documenté l'impact sexospécifique de ces réductions, les femmes étant les premières à perdre l'accès aux services, les premières à perdre des opportunités de travail décent et les premières à absorber la marée montante des soins non rémunérés et du travail domestique.

Sans accès à un financement à faible coût, de nombreux gouvernements africains se retrouvent aujourd'hui confrontés à une crise de la dette plus grave que jamais. La CNUCED a récemment constaté que le montant consacré au paiement des intérêts est souvent plus élevé que les dépenses consacrées à l'éducation ou à la santé. Ils observent que l'actuelle «architecture financière internationale inégale» rend l'accès au financement inadéquat et coûteux, ce qui signifie que les pays africains paient des taux d'intérêt quatre fois supérieurs à ceux des États-Unis et huit fois supérieurs à ceux de l'Allemagne. Pourtant, les conseils du FMI n'ont guère changé, les pays étant contraints de négocier des solutions une à une, niant ainsi les causes systémiques de la crise de la dette qui exigent clairement une réponse collective. **Nous avons besoin d'une solution systémique à la crise de la dette** qui aille au-delà du cadre commun et qui réforme fondamentalement l'architecture financière internationale obsolète, notamment en assurant une représentation équitable des pays africains.

Nous appelons nos gouvernements à travailler ensemble, **à exiger une action régionale coordonnée à travers l'Afrique pour résoudre la crise de la dette** - plutôt que de permettre que la responsabilité soit rejetée sur des pays individuels. Nous demandons à nos ministres des finances de donner suite à l'appel audacieux et efficace qu'ils ont lancé en 2022 en faveur d'une convention fiscale des Nations unies, en lançant un appel encore plus audacieux en faveur d'une action collective sur la dette et d'un nouveau mécanisme d'apurement de la dette. Nous nous faisons l'écho des appels lancés par le Caucus africain en juillet pour «faciliter un allègement de la dette qui soit équitable, rapide, complet et important» et pour une transformation des cadres multilatéraux de restructuration de la dette. Les futurs mécanismes doivent être totalement indépendants du FMI afin que les gouvernements endettés ne soient pas contraints de mener des politiques d'austérité.

Nous savons qu'il existe **des alternatives à l'austérité**. En effet, un document clé du FMI montre qu'une action ambitieuse visant à augmenter les ratios impôts/PIB est essentielle pour financer les objectifs du Millénaire pour le développement. Mais dans la pratique, le FMI ne recommande pas d'action audacieuse en matière de fiscalité en Afrique. Le FMI continue de soutenir les impôts régressifs tels que la TVA, qui font peser la charge sur ceux qui sont le moins en mesure de payer. Il existe de nombreuses alternatives fiscales progressives et sensibles au genre qui peuvent se concentrer sur la collecte de revenus pour les services publics auprès des individus et des entreprises les plus riches.

Au début de l'année, ActionAid a publié une note d'information sur le Cercle Vicieux qui lie la crise de la dette et la crise climatique. Les pays endettés sont contraints de gagner rapidement des devises étrangères en investissant dans l'extraction de combustibles fossiles et l'agriculture industrielle, ce qui accélère la crise climatique. Actuellement, le FMI et la Banque mondiale aggravent la situation en continuant à subventionner les combustibles fossiles et en ne reconnaissant pas que la dette compromet les progrès en matière d'adaptation au changement climatique. Nous appelons nos gouvernements à reconnaître ces liens et à faire de l'annulation et de la renégociation de la dette une priorité dans les négociations sur le financement du climat lors de la COP28 et dans d'autres espaces internationaux. Le financement du climat, y compris pour les pertes et dommages, doit être basé sur des subventions et des taxes mondiales, et non sur des prêts. Nous devons également empêcher les banques du Nord de continuer à financer la destruction et commencer à #FundOurFuture.

Enfin, alors que les dirigeants du FMI et de la Banque mondiale se réunissent à nouveau sur notre sol, nous appelons nos gouvernements à travers l'Afrique à reconnaître que **ces institutions sont fondamentalement de nature coloniale**, créées avant que la plupart des pays africains n'accèdent à l'indépendance. Les structures de vote du FMI et de la Banque mondiale sont restées fondamentalement inchangées depuis leur création, donnant le pouvoir aux anciens colonisateurs de perpétuer un ordre mondial qui ne reconnaît pas la voix, la dignité et l'importance du continent africain. Ces institutions perpétuent les rapports de force coloniaux et leurs idéologies néolibérales sont dépassées, inadaptées au 21^e siècle ou aux besoins des pays africains. **Nous appelons les gouvernements africains à tracer une voie très différente vers l'avenir, en construisant des États forts et durables, capables de fournir des services publics de qualité et un développement durable pour tous.**

Notre appel:

- Nous demandons au FMI et à la Banque mondiale de s'éloigner définitivement du modèle économique néolibéral qui a échoué, de cesser d'imposer des politiques d'austérité et des contraintes sur les masses salariales du secteur public, et de soutenir plutôt l'annulation de la dette et des réformes fiscales ambitieuses et progressives au niveau national et international.
- Nous appelons nos gouvernements africains à se coordonner collectivement pour résoudre les crises de la dette, sur la base d'une renégociation radicale ou d'une annulation de la dette, y compris en défendant cette cause dans les négociations sur le climat ; et à poursuivre des voies économiques alternatives qui placent des services publics de qualité, la justice sociale et économique au cœur de la construction d'États durables et véritablement souverains.

Date : 11 Octobre

Voir également le nouveau rapport d'ActionAid : Cinquante ans d'échec : Le FMI, la dette et l'austérité en Afrique